

MaginotDNS, une faiblesse de certains résolveurs DNS

Stéphane Bortzmeyer

<stephane+blog@bortzmeyer.org>

Première rédaction de cet article le 27 septembre 2023. Dernière mise à jour le 28 septembre 2023

<https://www.bortzmeyer.org/maginot-dns.html>

La faille de sécurité MaginotDNS <<https://blog.apnic.net/2023/09/26/maginotdns-attacking-the-bou>> est une faiblesse de certains résolveurs DNS <<https://www.bortzmeyer.org/resolveur-dns.html>>, qui ne vérifient pas assez les données quand elles sont envoyées par un résolveur à qui ils avaient fait suivre leurs requêtes. Elle peut permettre l'empoisonnement du résolveur par de fausses données.

La faille a été présentée à Usenix <<https://www.usenix.org/conference/usenixsecurity23/presentation/li-xiang>>, a son propre site Web <<https://maginotdns.net/>>, et a été désignée par CVE-2021-25220 (pour BIND; Knot a eu CVE-2022-32983 et Technitium CVE-2021-43105). Elle frappe plusieurs logiciels, BIND (quand on l'utilise comme résolveur <<https://www.bortzmeyer.org/resolveur-dns.html>>), Knot Resolver <<https://www.knot-resolver.cz/>>, le résolveur de Microsoft et Technitium. Elle se produit quand le résolveur fait suivre ("*to forward*") les requêtes DNS pour certains domaines à un autre résolveur (ce que l'article nomme un CDNS, "*Conditional Domain Name Server*"). Voici un exemple de configuration de BIND qui, sur une version vulnérable du logiciel, peut permettre la faille :

```
options {
    recursion yes;
    dnssec-validation no;
};

zone "unautredomaine.example." {
    type forward;
    forwarders { 192.0.2.1; };
};
```

Cette configuration se lit ainsi : pour tous les noms de domaine sous `unautredomaine.example`, BIND va, au lieu de passer par le mécanisme de résolution habituel (en commençant par la racine), faire suivre la requête au résolveur `192.0.2.1` (une autre configuration, avec `stub` à la place de `forward`, permet de faire suivre à un serveur faisant autorité; en pratique, avec certains logiciels, on peut faire suivre aux deux et, parfois, cela permet d'exploiter la faille).

Évidemment, si on écrit une telle configuration, c'est qu'on estime que 192.0.2.1 est légitime et digne de confiance **pour le domaine unautredomaine.example** (et ceux en-dessous, les noms de domaine étant arborescents). Mais la faille MaginotDNS permet d'empoisonner le résolveur pour **tous les noms** à partir de 192.0.2.1, **ou d'une machine se faisant passer pour lui**.

Le DNS sur UDP (le mode par défaut) ne protège pas contre une usurpation d'adresse IP. Une machine peut donc répondre à la place du vrai 192.0.2.1. Pour empêcher cela, le DNS dispose de plusieurs protections :

- L'attaquant qui va répondre à la place du serveur légitime doit deviner le "Query ID" de la requête,
- Et (depuis l'attaque Kaminsky) le port source,
- Et de toute façon le résolveur n'acceptera que les réponses qui sont dans le **bailliage** ("*in-bailiwick*") de la question. S'il a demandé truc.machin.example et qu'on lui répond par un enregistrement pour chose.example, il ne gardera pas cette information qui est hors-bailliage.

Du fait de la dernière règle, sur le bailliage, un attaquant qui contrôle 192.0.2.1 ne pourrait que donner des informations sur les noms sous unautredomaine.example.

Mais les chercheurs qui ont découvert MaginotDNS ont repéré une faille dans le contrôle du bailliage : celui-ci est, sur certains logiciels, bien trop laxiste, **lorsque la demande a été transmise à un autre résolveur** et pas à un serveur faisant autorité <<https://www.bortzmeyer.org/serveur-dns-faisant-autorite.html>>. Il est donc possible de faire passer des données hors-bailliage. L'article donne l'exemple d'une réponse qui inclurait l'enregistrement mensonger :

```
com. IN NS ns1.nasty.attacker.example.
```

Une telle réponse, clairement hors-bailliage, ne devrait pas être acceptée. Mais elle l'est (plus exactement, l'était, les logiciels vulnérables ont tous été corrigés) lorsqu'elle vient du résolveur à qui on a fait suivre une requête. À partir de là, le résolveur empoisonné fait passer toutes les requêtes des noms en .com à l'ennemi...

L'attaquant a plusieurs moyens d'exploiter cette faiblesse. Je vais en citer deux : dans l'exemple plus haut). Bien sûr, si on décide de faire suivre à 192.0.2.1, c'est qu'on lui fait confiance. Mais on lui fait une confiance **limitée**, à unautredomaine.example. Avec MaginotDNS, 192.0.2.1 peut injecter des réponses pour tout domaine. (Cette attaque est appelée "*on-path*" dans l'article mais cette terminologie est inhabituelle.)

- Sans doute plus réaliste est le cas où l'attaquant ne contrôle pas la machine listée `forwarder`. Il doit alors répondre à sa place en essayant de deviner "Query ID" et port source, ce qui n'est pas impossible (l'article donne les détails de ce cas, appelé "*off-path*"). Dans les deux cas, l'absence de contrôle correct du bailliage permet à l'attaquant d'empoisonner n'importe quel nom.

Quelles sont les solutions que l'administrateur système peut déployer (bien sûr mettre à jour ses logiciels (la faille a été bouchée dans tous les programmes vulnérables).

- Il faut le répéter : les logiciels doivent être maintenus à jour. Aucune excuse ne doit être admise.
- DNSSEC, qui avait justement été conçu pour cela, protège complètement (c'est pour cela que la configuration vulnérable, plus haut, a `dnssec-validation no`). En 2023, tout le monde l'a déjà déployé, de toute façon, non ?
- Pour le deuxième cas, celui où l'attaquant ne contrôle pas le résolveur à qui on fait suivre, toute méthode qui empêche l'usurpation de réponse protégera : DoT (RFC 7858¹, très recommandé quand on fait suivre une requête) les "*cookies*" (RFC 7873), TCP (RFC 7766), TSIG (RFC 8945).

Je recommande la lecture du ticket 2950 <<https://gitlab.isc.org/isc-projects/bind9/-/issues/2950>> du développement de BIND, bien plus clair à mon avis que l'article originel (la figure 4 est un modèle de confusion). Et merci à Petr [Caractère Unicode non montré²]pa[Caractère Unicode non montré]ek pour ses explications.

1. Pour voir le RFC de numéro NNN, <https://www.ietf.org/rfc/rfcNNN.txt>, par exemple <https://www.ietf.org/rfc/rfc7858.txt>

2. Car trop difficile à faire afficher par L^AT_EX